



Lutte contre les LGBTIphobies : l'Éducation Nationale peut largement mieux faire !

Après le suicide de Doona, étudiante trans de Montpellier en septembre 2020 et celui d'Avril en décembre 2020, celui de Dinah en octobre 2021, victime de lesbophobie, nous apprenons celui d'un élève trans au Mans. Si des actions ont été mises en place par le ministère au cours du mandat écoulé, si un plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT a été édicté, la politique des cinq dernières années a trop souvent été teintée d'ambiguïtés et les moyens ont trop souvent manqué.

Un bilan mitigé

En septembre 2021 sortait enfin une circulaire pour l'accueil des enfants trans à l'école. Si cette circulaire constitue une avancée non négligeable, il aura fallu le suicide d'une jeune trans à Lille et toute la pugnacité du Collectif et des associations pour que le travail soit initié au sein du ministère sur le sujet. Le Collectif ne peut se satisfaire de politiques publiques qui ne sont que dans la réaction au lieu de travailler à la prévention.

Si, sur l'ensemble des sujets LGBTI, des formations, notamment nationales, commencent à avoir lieu, elles n'ont pas l'ampleur nécessaire afin de rattraper les longues années de lacunes à ce sujet.

De plus, la réforme de la formation initiale lancée et plébiscitée par le ministère est dénuée de bon sens : dès septembre 2022, une grande partie des personnels stagiaires sera à temps complet dans les établissements, privée ainsi de formation : comment affirmer la priorité de la formation sur ces sujets et « en même temps » priver de formation les personnels ?

Le Collectif se félicite de la création, dans certaines académies, d'observatoires de lutte contre les LGBTIphobies, il est temps de les étendre à l'ensemble du territoire !

Des actions fortes et ambitieuses à mettre en place

Le Collectif appelle la/le future ministre de l'Éducation Nationale à organiser un véritable plan de prévention à destination des personnels et des élèves sur le sujet des LGBTIphobies. Pour être ambitieux, le ministère doit :

- relancer dans les établissements des campagnes de prévention ambitieuses visibles et exploitables pour toutes et tous les élèves,
- faire en sorte que les trois séances d'éducation à la sexualité annuelles, leviers des luttes contre les LGBTIphobies, soient une réalité dans les établissements scolaires,
- généraliser dans toutes les académies les observatoires de lutte contre les LGBTIphobies,
- revenir à une véritable formation initiale, enseigner et éduquer sont des métiers qui s'apprennent et la prévention des LGBTIphobies exige que les personnels soient formés à ce sujet,
- offrir une véritable formation continue sur le sujet, celle-ci ne doit plus reposer sur la bonne volonté de collègues déjà sensibles au sujet,
- mener une politique de ressources humaines qui intègre la protection et le soutien des personnels, des affaires récentes démontrent que les personnels victimes ont souvent du mal à être reconnus et accompagnés.

Aujourd'hui encore, à Montpellier, à Lille, à Mulhouse, au Mans et ailleurs les LGBTIphobies mettent en péril la vie de nos élèves et étudiant.e.s. Il y a urgence à établir un plan de lutte contre ces discriminations à l'école.